La liberté 1.02.19

«Pas victimes mais combattantes!»

01.02.2019

La violence contre les femmes reste un fléau. Un couple lance avec Solidarité Femmes une expo et un livre

NICOLE RÜTTIMANN

Matran » Redonner une voix et une identité aux femmes ayant subi des violences. C'est le but de l'exposition *Peins mon portrait!*, réalisée par Corinne Cap, peintre et ex-infirmière, et Marc Sieber, ex-professeur à la Haute Ecole de travail social Fribourg et psychologue. On peut y voir les portraits de sept Indiennes brûlées à l'acide et découvrir leurs témoignages réunis aussi dans un livre. L'exposition a été réalisée par le couple en

collaboration avec l'association Solidarité Femmes Fribourg-Centre LAVI, qui s'engage contre les violences faites aux femmes. Elle est à voir à l'Espace Hugo, à Matran, jusqu'au 3 février. Trois jours consacrés au thème avec débats et témoignages. Parmi les conférenciers, la directrice de Solidarité Femmes, celle d'Amnesty International, une chercheuse du CHUV ou Sonia Grimm.

Se cacher par honte

«Notre but est de sensibiliser la population fribourgeoise à toutes les formes de violences faites aux femmes dans le monde et en Suisse. Favoriser une prise de conscience, qui pourrait permettre d'améliorer la position de la femme dans la société et éradiquer ce fléau, souligne le couple. En Suisse, tous les 15 jours, une femme en meurt!»

L'idée leur est venue il y a cinq ans, après avoir vu *Saving Face*, documentaire évoquant ces femmes brûlées à l'acide. Ils partent alors en Inde remettre un don et recueillir leurs témoignages, dans le Sheroes, le café de réinsertion sociale qu'elles gèrent. Corinne les peint: «Un défi! Mais leur beauté transcende leurs cicatrices. Elles ont survécu à l'horreur et osent se montrer, sont gaies! Actives sur les réseaux, elles ont ouvert ce café et participent à des défilés. Elles font bouger les choses.» A leur retour, ils rassemblent dessins et textes dans le livre *Peins mon portrait, s'il te plaît! La force de vivre après une brûlure à l'acide.*

Au départ, le couple compte intégrer un volet local à l'exposition en «confrontant les mécanismes de résilience» de ces femmes avec ceux de personnes en Suisse. Mais aucune n'accepte de témoigner. Directrice de Solidarité Femmes Fribourg, Martine Lachat Clerc explique: «En Inde, ce qu'elles ont subi se voit, elles ont besoin d'en parler. En Suisse, on se cache par honte: personne n'aime se voir comme victime!»

«Elles sont prises dans un cercle vicieux, pardonnent à leur bourreau, culpabilisent, sont isolées.» Ce «cycle de la violence» est décrit sur des panneaux à l'Espace Hugo. D'abord la crise: la victime commet une «faute» et se voit violentée. Puis la justification, la réconciliation (il cherche à faire pardonner son geste), avant une nouvelle tension.

Violence née de l'inégalité

Mais d'où vient la violence? Selon Martine Lachat Clerc, ses racines résident dans l'inégalité: «La violence psychique ou physique faite aux femmes est liée au manque d'égalité. Elles sont vues comme inférieures. On cherche à les rabaisser pour mieux les contrôler.» Et dans l'éducation qui la véhicule: «On éduque les garçons à être forts, à dominer les filles!» dénonce Marc Sieber. L'exposition l'illustre avec des stéréotypes tirés d'un ouvrage pour enfant, où une fillette «joue à faire le ménage».

Mais la maltraitance «n'a ni sexe, ni âge, ni statut social», note la directrice. «Il n'y a pas de profil type! Les auteurs sont souvent bien intégrés, formés, dans toutes les professions. On note une évolution positive, on en parle davantage, notamment avec le concept cantonal sur la violence au sein du couple à Fribourg. Et les hôpitaux nous préviennent s'ils ont suspicion d'un cas. Mais il y a encore à faire.»

1er-3 février, Espace Hugo Matran. Vente de tableaux et livres au profit du Sheroes

Témoignage d'une survivante de la violence

Une jeune femme a fait face aux accès de violence de son mari. Elle a été hébergée par le Centre Lavi.

Les victimes ont des ressources qu'elles ignorent souvent. Comme ces femmes en Inde qui ont choisi de «vivre pleinement leur vie» pour tenir en échec celui qui voulait «les en priver» et se décrivent comme «combattantes». A Fribourg, la directrice du centre admire le courage de ces femmes «incroyables» qu'elle accueille, les incitant à «croire en elles».

Parmi celles-ci, Y., la trentaine, a passé un an au Centre Lavi. Arrivée en Suisse en 2010 après un mariage arrangé, elle s'est retrouvée sous la coupe de son mari qui exerce une violence psychique, puis physique. Il lui vole argent et natel, la séquestre, lui interdit tout contact. Elle ne peut rien faire seule. Elle ne devra son salut qu'à des blessures, qu'elle soigne au pays. Un oncle en Suisse contacte alors l'ambassade pour l'aider, la fait revenir et l'aiguille sur le centre de Solidarité Femmes à Fribourg. «Une première porte ouverte, se souvient Y. J'ai suivi des cours de français, reçu un appui juridique, pris confiance, je suis devenue forte!» Remariée depuis, mère, elle a un travail. «Il m'a volé un an, je refuse de lui laisser le reste. Je

veux vivre, faire tout moi-même. Il est important d'en parler, d'être aidée. Si j'avais su que Solidarité Femmes existait, j'aurais saisi plus vite l'occasion. J'ai beaucoup appris grâce à eux et le canton m'a aidée», relève-t-elle. **NR**

Quelque 700 suivis par Solidarité femmes

Solidarité Femmes a été créée voici 33 ans. L'association est devenue le Centre Lavi après l'introduction de la loi sur l'aide aux victimes, dès 1993. Avec un budget de 1,5 mio, il reçoit notamment le soutien du canton et de la Loterie romande. Le Centre Lavi Fribourg assure 700 suivis par an, 70% des femmes soutenues étant victimes de violence au sein du couple. Le nombre de situations croît chaque année, indique la directrice du centre, l'expliquant notamment par une meilleure connaissance du centre. Ce dernier propose un foyer et des appartements dans un lieu secret, un suivi jour et nuit, et une permanence téléphonique. L'aide immédiate est prévue pour 21 jours, les sept premiers pour prise de contact, ensuite, des entretiens permettent de cibler les besoins. Il offre un appui dans le domaine de la santé, juridique, social, psychologique et des cours de langue ou d'autodéfense. En moyenne, les séjours durent 3-4 mois. **NR**